

Questions orales

Des voix: Bravo!

M. Chrétien: Monsieur l'Orateur, j'étais à Ottawa lundi. Je suis parti à 11 heures et suis revenu à 3 heures; j'ai travaillé aux affaires de mon ministère toute la journée sauf durant mon absence. Je n'ai pas de leçon à recevoir du chef de l'opposition sur la façon de travailler pour mon pays.

Des voix: Bravo!

M. Chrétien: Un mois après la rentrée l'automne dernier, je présentais une déclaration économique et j'ai en quelque sorte modifié les politiques économiques du gouvernement. Quand j'estimerai que nous avons besoin d'un nouveau budget, j'en présenterai un. Pour le moment, je crois que la meilleure chose à faire est de tenter d'adopter les mesures législatives dont la Chambre est saisie. Il n'existe évidemment pas de solution miracle à l'accroissement du chômage qui nous préoccupe vivement. Je dois rencontrer les ministres des Finances demain. Le mois prochain, le premier ministre, les premiers ministres des provinces et les ministres des Finances se réuniront pour étudier toutes ces questions. Pour ma part, j'y consacre tout mon temps. Mais je n'en néglige pas pour autant les autres problèmes au Québec. Je crois de mon devoir de demeurer au Canada pour le défendre. Je n'ai pas l'intention d'en venir à un accommodement avec M. Lévesque.

● (1422)

Des voix: Bravo!

M. Clark: Monsieur l'Orateur, ce ministre à mi-temps...

Des voix: Oh, oh!

M. Clark: ... s'engagerait-il à présenter un budget avant la fin de février? Peut-il nous dire maintenant si lui et son gouvernement ont écarté une fois pour toutes l'avis de l'OCDE et de la plupart des autres économistes et ne relanceront pas l'économie canadienne au moyen de dégrèvements fiscaux et d'autres mesures, afin que le nombre de sans-travail ne s'accroisse pas encore davantage à cause des politiques que le gouvernement a pratiquées jusqu'ici?

M. Chrétien: Monsieur l'Orateur, la semaine dernière nous avons rencontré des hommes d'affaires canadiens qui nous ont déclaré que le gouvernement était dans la bonne voie en matière de politique économique. Le Conference Board a dit la même chose. Certaines gens qui ne passent pas pour être de nos amis, comme le président de la Banque Royale et le président de la Banque de Toronto, sont d'accord avec notre politique. Seul l'ancien président de la Western Bank condamne notre politique économique.

Des voix: Bravo!

DEMANDE DE RÉÉVALUATION DES PROGRAMMES D'EMPLOI DU GOUVERNEMENT

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Après que Statistique Canada

[M. Clark.]

eut annoncé, au début du mois, que le taux de chômage atteignait 8.5 p. 100, taux sans précédent dans notre pays, le ministre avait dit: «Le système fonctionne sans doute aussi bien que possible, compte tenu de l'état de l'économie dans le monde occidental». Au moment où il exprimait cette opinion, l'OCDE publiait un rapport selon lequel le Canada connaît le pire chômage de tous les pays industrialisés de l'Occident.

Je demande au ministre, qui, je présume, est quelque peu harassé d'avoir à porter le terrible fardeau du chômage dans le gouvernement, au nom du million de Canadiens sans emploi, dont beaucoup sont dans la misère, s'il est disposé à réévaluer les programmes d'emploi du gouvernement en raison de l'échec de ces programmes à vraiment remédier au fléau du chômage au Canada.

L'hon. Bud Cullen (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, je tenterai d'être précis. Je suggérerais au député de lire plus attentivement le rapport de l'OCDE qui classe le Canada au troisième rang des pays où les perspectives de reprise sont considérées comme les meilleures, après le Japon et les États-Unis. J'ai affirmé aux ministres participants aux conférences provinciales que j'étais tout disposé à examiner le programme Canada au travail pour voir si nous pouvions y intégrer l'élément de croissance économique et nous orienter vers la création d'emplois plus permanents. Notre programme de formation axé sur l'expérience professionnelle a augmenté de douze fois son ampleur originale. C'est un succès. Le programme de travail partagé comprend maintenant 12 projets distincts et a permis de donner du travail à des personnes qui, si nous avions écouté les partis de l'opposition et l'avions supprimé de la récente loi, seraient toujours sans emploi. Nous faisons donc notre part.

* * *

LES FINANCES

DEMANDE DE POURPARLERS FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX AU SUJET DU COÛT ACCRU DE L'ASSISTANCE SOCIALE

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, ma dernière question supplémentaire s'adresse au ministre des Finances. La déclaration du ministre ne consolera guère le million de chômeurs canadiens, étant donné que le bilan de l'Italie est meilleur que le nôtre sur ce point. Selon les données émanant de la Commission d'assurance-chômage, plus de 2,000 personnes par jour ouvrable ont cessé de recevoir des prestations d'assurance-chômage en décembre et ont dû se soumettre à l'humiliation de demander de l'assistance sociale, imposant ainsi un lourd fardeau aux provinces et aux personnes concernées. Le ministre est-il disposé à entamer des discussions avec les provinces afin de jauger le fardeau économique supplémentaire que cette situation impose à ces dernières, qui doivent assumer les prestations d'assistance sociale, particulièrement dans le cas des provinces les plus pauvres qui peuvent le moins se le permettre?